



Des bouées de sauvetage de plomb

Par [Eduardo Galeano](#)

Mondialisation.ca, 22 août 2006

ALAI (Agencia Latinoamericana de Información), Risal (traduction de l'espagnol) 22 août 2006

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Économie](#), [Environnement](#)

Nos pays se modernisent. Aujourd'hui le discours officiel nous dit *d'honorer la dette* (même si elle est déshonorante), *d'attirer les investissements* (même s'ils sont indignes), et *d'entrer dans le monde* (même si c'est par la porte de service).

En réalité, on continue à croire aux histoires de toujours.

L'Amérique latine est née pour obéir au marché mondial, quand le marché mondial ne portait pas encore ce nom, et tant bien que mal nous sommes toujours liés au devoir d'obéissance.

Cette triste routine des siècles a commencé avec l'or et l'argent, puis avec le sucre, le tabac, le guano, le salpêtre, le cuivre, l'étain, le caoutchouc, le cacao, la banane, le café, le pétrole... Que nous ont laissé ces splendeurs ? Elles nous ont laissés sans héritage ni patrie. Des jardins transformés en déserts, des champs abandonnés, des montagnes percées, des eaux pourries, de longues caravanes de malheureux condamnés à une mort précoce, des palais vides où les fantômes déambulent ...

Aujourd'hui c'est au tour du soja transgénique et de la cellulose. Et à nouveau l'histoire des gloires fugaces se répète, qui, au son de leurs trompettes, nous annoncent des malheurs sans fin.

Le passé serait-il muet ?

Nous refusons d'écouter les voix qui nous alertent : les rêves du marché mondial sont les cauchemars des pays qui se soumettent à ses caprices. Nous continuons à applaudir le détournement des biens naturels que Dieu, ou le Diable, nous a donnés, et nous travaillons ainsi à notre propre perdition, et contribuons à l'extermination du peu de nature qui reste dans ce monde.

L'Argentine, le Brésil et d'autres pays latino-américains sont en train de vivre la fièvre du soja transgénique. Des prix alléchants, des rendements démultipliés. L'Argentine est, depuis longtemps, le deuxième producteur mondial de transgéniques, derrière les Etats-Unis. Au Brésil, le gouvernement Lula a réalisé l'une de ces pirouettes qui ne rendent pas un fier service à la démocratie : il a dit oui au soja transgénique, alors que son parti avec dit non durant toute la campagne électorale.

C'est le pain d'aujourd'hui et la faim de demain, comme le dénoncent certains syndicats ruraux et organisations écologiques. Mais on sait bien que les compatriotes ignorants refusent de comprendre les avantages des pâturages en plastique et de la vache à moteur, et que les écologistes sont des rabat-joie à toujours cracher dans la soupe.

Les défenseurs des transgéniques affirment qu'il n'est pas prouvé qu'ils soient mauvais pour la santé humaine. En tout cas, il n'est pas non plus prouvé qu'ils ne le soient pas. Et s'ils sont aussi inoffensifs que ça, pourquoi les fabricants de soja transgénique refusent de spécifier, sur les emballages, qu'ils vendent ce qu'ils vendent ? Ou serait-ce que l'étiquette de soja transgénique n'est pas la meilleure publicité qui soit ?

Par contre, il y a bien des preuves que ces inventions du docteur Frankenstein sont mauvaises pour la santé du sol et qu'elles réduisent la souveraineté nationale. Exportons-nous du soja, ou exportons-nous du sol ? Et n'est-on pas pris, par hasard, dans les filets de Monsanto et autres grandes entreprises dont nous devenons dépendants des semences, des herbicides et des pesticides ?

Des terres qui produisaient de tout pour le marché local, se consacrent aujourd'hui à un seul produit pour la demande étrangère. Je me développe vers l'extérieur, et je m'oublie de l'intérieur. La monoculture est une prison, elle l'a toujours été, et aujourd'hui, avec les transgéniques, elle l'est plus encore. La diversité, au contraire, libère. L'indépendance se réduit à l'hymne et au drapeau si elle ne se fonde pas sur la souveraineté alimentaire. L'autodétermination commence par la bouche. Seule la diversité productive peut nous défendre des subites chutes de prix qui sont une habitude, une habitude mortifère, du marché mondial.

Les immenses extensions destinées au soja transgénique rasant les forêts natives et expulsent les paysans pauvres. Ces exploitations hautement mécanisées occupent peu de bras, et en échange exterminent les petites plantations et les potagers familiaux, à cause des poisons qu'elles épandent. L'exode rural vers les grandes villes se multiplie, où l'on suppose que les expulsés vont consommer, si la chance est de leur côté, ce qu'auparavant ils produisaient. C'est l'agraire réforme : la réforme agraire à l'envers.

La cellulose aussi est devenue à la mode, dans plusieurs pays.

L'Uruguay, par exemple, veut devenir un centre mondial de production de cellulose pour fournir en matière première bon marché les lointaines fabriques de papier.

Il s'agit de monocultures d'exportation, dans la plus pure tradition coloniale : d'immenses plantations artificielles qu'on dit être des forêts, et qui se transforment en cellulose au cours d'un processus industriel qui vomit des déchets chimiques dans les rivières et rend l'air irrespirable.

Ici ça a commencé par deux énormes usines, dont l'une est déjà à moitié finie. Puis s'est rajouté un autre projet, et on parle d'un autre, et d'un autre encore, tandis que de plus en plus d'hectares sont destinés à la fabrication d'eucalyptus en série. Les grandes entreprises internationales nous ont trouvés sur la carte, et d'un seul coup ils se sont découvert un amour pour cet Uruguay où il n'y a pas de technologie capable de les contrôler, où l'Etat

leur accorde des subventions et les exempte d'impôts, où les salaires sont rachitiques et où les arbres poussent en un clin d'œil.

Tout indique que notre tout petit pays ne pourra pas supporter l'étreinte suffocante de ces très grands. Comme d'habitude, les bénédictions de la nature se transforment en malédictions de l'histoire. Nos eucalyptus poussent dix fois plus vite que ceux de Finlande, et cela se traduit ainsi : les plantations industrielles seront dix fois plus dévastatrices. Au rythme prévu d'exploitation, une bonne part du territoire national sera pressé jusqu'à sa dernière goutte d'eau. Les géants assoiffés vont assécher notre sol et notre sous-sol.

Paradoxe tragique : l'Uruguay est le seul endroit au monde où la propriété de l'eau a fait l'objet d'un référendum. A une majorité écrasante, les Uruguayens ont décidé, en 2004, que l'eau serait une propriété publique. N'y a-t-il rien à faire pour éviter ce détournement de la volonté populaire ?

La cellulose, il faut le reconnaître, s'est transformée en une sorte de cause patriotique, et la défense de la nature ne soulève pas d'enthousiasme. Pire encore : dans notre pays, malade de cellulolitis, certains mots qui n'étaient pas des gros mots, tels que *écologistes* et *environnementalistes*, deviennent des insultes qui crucifient les ennemis du progrès et les saboteurs du travail.

On fête le malheur comme s'il s'agissait d'une bonne nouvelle. Mieux vaut mourir de pollution que de faim : nombre de chômeurs pensent qu'il n'y a pas d'autre choix que de choisir entre deux calamités, et les marchands d'illusions débarquent en offrant des milliers et des milliers d'emplois. Mais la publicité est une chose, la réalité en est une autre. Le MST, le Mouvement des paysans sans terre, a diffusé des informations éloquentes qui ne valent pas que pour le Brésil : la cellulose crée un emploi pour chaque 185 hectares, alors que l'agriculture familiale crée cinq emplois pour chaque dix hectares.

Les entreprises promettent des merveilles. Travail à flots, investissements millionnaires, contrôles stricts, air pur, eau propre, terre intacte. Alors on se demande : mais pourquoi diable n'installent-ils pas ces merveilles à Punta del Este, pour améliorer la qualité de vie et stimuler le tourisme dans notre principale station balnéaire ?

En cas de reproduction de cet article, veuillez indiquer les informations ci-dessous:

Source : ALAI, Agencia Latinoamericana de Información (<http://www.alainet.org/index.phtml.es>), 16 juillet 2006.

Traduction : Isabelle Dos Reis, pour le RISAL (www.risal.collectifs.net).

La source originale de cet article est ALAI (Agencia Latinoamericana de Información), Risal (traduction de l'espagnol)

Copyright © [Eduardo Galeano](http://www.eduardogaleano.com), ALAI (Agencia Latinoamericana de Información), Risal (traduction de l'espagnol), 2006

Articles Par : [Eduardo Galeano](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca